ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

fonctionnement

Question au Gouvernement n° 2954

Texte de la question

FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS

M. le président. La parole est à M. Jean-Yves Le Bouillonnec, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Jean-Yves Le Bouillonnec. Monsieur le Premier ministre, ce n'est pas à vous de juger de la compassion éprouvée par chaque Français à l'occasion de l'assassinat de la petite Laëtitia. Vos paroles à notre égard sont injustes et insultantes ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Les propos récents du Président de la République n'ont pas seulement porté atteinte à l'organisation des institutions que garantit la Constitution ; ils ne tentaient pas seulement de dissimuler maladroitement ses échecs. *(Protestations sur les bancs du groupe UMP.)* Les propos du Président de la République constituent, aux yeux de ceux qu'il vise mais aussi aux yeux de tous les Français attachés à notre démocratie, une véritable déstabilisation de l'État. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC ainsi que sur plusieurs bancs du groupe GDR. — Protestations sur les bancs du groupe UMP.)*

Le président de la République est pourtant le gardien de nos institutions républicaines et démocratiques ! Dans un État de droit, peut-on concevoir que le chef de l'État manque à ce point d'estime envers ceux qui se voient confier le maintien de l'ordre public, l'application de la loi et l'exécution des décisions de justice ? *(Mêmes mouvements.)*

Nous courons le risque d'une perte de confiance de nos concitoyens envers les institutions, envers l'État, alors même qu'en cette période de crise, nous avons tous besoin de cette confiance. Peut-on imaginer que le Président de la République ne mesure pas cet enjeu, qui constitue pourtant la première des responsabilités que le suffrage universel lui a confiées ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Notre pays ne peut se construire par l'affrontement permanent, par les divisions, par l'exaspération des contradictions d'intérêts inévitables dans tout corps social. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* Il en va de l'unité de la nation, de la paix sociale et du pacte républicain ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC ainsi que plusieurs bancs du groupe GDR.)*

Monsieur le Premier ministre, ne pensez-vous pas que ce dont notre pays a besoin - pour lui-même, comme pour tous les autres qui le regardent aujourd'hui avec plus de désespoir que d'envie *(Protestations sur les bancs du groupe UMP.)* - c'est que le Président de la République soit par ses actes, par ses paroles, par sa capacité à tendre la main, l'incarnation d'un État de droit ? *(Mmes et MM. les députés du groupe SRC se lèvent et applaudissent longuement. — Vives protestations et huées sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. Michel Mercier, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés.

M. Michel Mercier, *garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés.* Je veux d'abord vous demander d'excuser M. le Premier ministre, qui a dû quitter cet hémicycle pour se rendre à Annecy. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. Alain Néri. C'est nul !

M. Michel Mercier, *garde des sceaux.* Monsieur Le Bouillonnec, comme vous l'avez dit, comme nous le pensons tous, le Président de la République est le garant du fonctionnement régulier des pouvoirs publics.

Le Président de la République est dans son rôle lorsqu'il intervient pour rappeler des principes, et notamment le principe de responsabilité qui doit guider l'ensemble des fonctionnaires, y compris les magistrats. *(Exclamations*

sur les bancs des groupes SRC et GDR.)
Le Président de la République est aussi dans son rôle lorsqu'il porte l'émotion du pays face à un meurtre affreux. *(Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.)*
Nous devons tous, élus, responsables, fonctionnaires, magistrats, regarder loyalement ce qui s'est passé et en tirer tous les enseignements.
M. Frédéric Cuvillier. Vous êtes en train de vous prendre les pieds dans le tapis !
M. Michel Mercier, *garde des sceaux.* Nous devrons examiner les résultats des enquêtes que le ministre de l'intérieur et moi-même avons diligentées : nous avons tous à y gagner, la République a tout à y gagner.
C'est ainsi que nous pourrons, ensemble, retrouver le chemin de la sérénité *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)* qui fait aujourd'hui défaut.
Je veux faire appel au devoir de responsabilité de chacun dans ses fonctions. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*
M. Bruno Le Roux. Adressez-vous au Président de la République !
M. Michel Mercier, *garde des sceaux.* Le travail des magistrats est difficile, pénible, je le sais bien. Je veux dire simplement... *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC, applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*
M. le président. Merci.

Données clés

Auteur : M. Jean-Yves Le Bouillonnec
Circonscription : Val-de-Marne (11e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2954
Rubrique : Justice
Ministère interrogé : Justice et libertés
Ministère attributaire : Justice et libertés

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 9 février 2011
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 9 février 2011